



Deux cadeaux de Noël du ministère :

- 1 - pas de reliquat !
- 2 - pas de taux de promotions !

C'est la hotte de rigueur

Paris, le 5 décembre 2011

Reliquat à la trappe

C'est quasiment officiel : il n'y aura **aucun reliquat** de fin d'année pour les agents du MCC. Niet ! Oualou tintin. Zéro.

Que voulez-vous ! Le ministère ne peut pas tout faire :

- d'un côté, dépenser des millions d'euros (oui : on a bien dit des millions) au profit de cabinets privés d'audits et de conseil chargés depuis 2008 de mettre en œuvre à coups de marchés publics pluri-annuels la RGPP au MCC, par la « *réingénierie de processus opérationnels de transformation* » sur la « *réorganisation financière du MCC* », la « *réorganisation de la gestion financière via Chorus* », le « *lean management, externalisation...* », la « *fusion d'organisation* », le « *pilotage de la performance* » et autres joyusetés qui font s'arracher les cheveux aux équipes des services du ministère ;

- et de l'autre, verser aux agents du ministère le traditionnel reliquat de fin d'année, maigre compensation aux salaires gelés pour la troisième année consécutive, aux carrières en cul-de-sac et aux efforts consentis.

(Notons que le 16 novembre, Frédéric Mitterrand a remis la distinction de Grand Mécène de la Culture à l'une de ces sociétés privées attributaires de marchés publics, pour son soutien à des projets au musée du Louvre, au Grand Palais, au Centre Pompidou, au Centre de musique baroque de Versailles, au Théâtre National de Chaillot, à Marseille Provence 2013 et au Forum d'Avignon.

Mécénat de compétences + prestations de conseil en stratégie = mélange des genres.)

Promotions « au compte-gouttes »

Les **taux de promotions aux CAP** (ratios promouvables / promus) ont été confirmés par le Ministère du Budget à tous les ministères, sauf... au Ministère de la Culture, par suite d'un mic-mac de derrière les fagots. Résultat : les personnels de la Culture ne peuvent être promus pour l'instant. Les CAP sont tenues dans l'incapacité de remplir leur rôle, et ce sont les personnels qui en font bien sûr les frais !

Des miettes pour certains

Les mesures propres à certains établissements publics d'attribution de bons d'achats en cadeau de fin d'année (liés à des critères maison de performance difficiles à évaluer de façon fiable) ne fait que renforcer les inégalités de traitement entre agents et entre musées (montants très variables des bons d'achat)...

Ceci fait le jeu du Ministère qui prône l'autonomie des « opérateurs » afin d'instaurer des méthodes de gestion et de management issues du secteur privé dans le domaine public (individualisation des rémunérations).

Le versement de bons d'achat et bons de réduction dans certaines enseignes, accordés par les quelques grands établissements qui s'autofinancent, qui ne bénéficient qu'à une partie des agents du ministère, est présumé compenser la suppression du reliquat ministériel.

Un plan de rigueur pour les musées

Les dépenses de fonctionnement (notamment de personnel) sont en baisse significative, une baisse qui s'accélère en 2012, malgré les richesses créées par les musées, c'est-à-dire par le travail des personnels.

Des investissements lourds sont inscrits au budget pour des projets d'établissements nouveaux (comme la Maison de l'Histoire de France) dont on se demande comment les futures charges de leur fonctionnement pourront être supportées par un État fauché. L'actuel ministre de la Culture a cependant à cœur de voir ces projets aboutir ; c'est pourquoi il aimerait être renommé après la présidentielle, « *pour quelque temps* » (*DirectMatin*, 25/11/2011). Le temps d'assister à leur inauguration médiatique avant de laisser à d'autres la gestion courante ?

Les crédits de paiement diminuent en 2012 pour les musées SCN, notamment ceux supposés intégrer l'EP « Maison de l'Histoire de France » : **Cluny, Eyzies de Tayac...** La subvention pour **Malmaison** par exemple (incluant Ile-d'Aix et Ajaccio) est réduite de 8 %.

En baisse également la subvention pour les musées SCN **Picasso/Chagall/Léger** en région PACA.

Parmi les établissements publics, la **RMN** et **Orsay/Orangerie** voient leur subvention de fonctionnement baisser de 18 % chacun. La subvention de charge de service public du musée **Rodin** baisse de 75 % !

Réductionnisme social et expansionnisme commercial : un effet ciseau qui accentue la pression au travail

Pour répondre à la crise, les musées fusionnent, font appel au mécénat, augmentent le prix d'entrée, ouvrent des antennes ou des filiales en France ou à l'étranger, louent des œuvres à des pays riches, vendent des expositions clés en main, vendent leur « marque », louent des espaces à des intérêts particuliers, veulent sans cesse agrandir leur bâtiment et externaliser les locaux de travail des personnels, pour accueillir toujours plus de visiteurs.

Ce mirage d' « efficacité » crée un effet ciseau insupportable pour le quotidien de travail des personnels, et engendre une dégradation du climat social, pire, un profond malaise social.

**Ne tolérons pas ces attaques incessantes
sur nos missions, nos rémunérations et nos carrières !
Mobilisons-nous nombreux le 13 décembre
contre ce plan de rigueur à la Culture !**